

Des vertus (supposées...) de la RGPP : « Tout irait bien sur la planète Fonction publique ! »

«*Les agents publics sont fiers de leur métier*» déclare Valérie PECRESSE dans une interview parue récemment.

Heureusement pour le service public ! Mais, à quel prix ? Oser dire que grâce à la réforme de l'Etat et surtout au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, cela a amélioré la qualité du service public, est faire preuve, au mieux de « méconnaissance », au pire de « pollution intellectuelle ».

«Méconnaissance» car au quotidien exercer son métier s'apparente de plus en plus à une mission impossible. L'épuisement professionnel qui s'ensuit est incompatible avec les diverses formes de « management par objectifs ». Reste la fuite : tentatives de suicide (à Bercy), voire suicides (dernier en date à l'ONF), arrêt-maladie, prise de psychotropes chez les agents soumis à la « culpabilité du chiffre ».

Malgré les nombreuses alertes des organisations syndicales, les restructurations des services conduites dans l'indifférence et le mépris du gouvernement n'ont fait qu'aggraver les effets pour les fonctionnaires et agents de la Fonction publique, mais aussi exaspérer toujours plus les usagers.

Pour Force Ouvrière, ces réorganisations, ces suppressions, ces délocalisations dans la Fonction publique de l'Etat, toutes ces réformes, menées au pas de charge et en dépit du bon sens, sont essentiellement le résultat des pressions néo-libérales. C'est pourquoi, Force Ouvrière réaffirme que «*ces réformes tuent*».

«Pollution intellectuelle», car les propos de Valérie PECRESSE sont contraires à la réalité :

- ❑ Fermeture d'hôpitaux (11 %), de maternités (6 %),
- ❑ Fermeture de casernes et de prisons (12 %), de commissariats (12 %), de gendarmeries (21 %), de juridictions (38 %),
- ❑ Postes supprimés dans l'Education Nationale, dans l'ingénierie publique,
- ❑ Suppression aussi d'effectifs en préfectures et sous-préfectures, contraignant les communes (plus de 20 % d'entre elles) à embaucher pour faire face aux carences des services de l'État.

... Et tout irait bien ?

Pourquoi dans ce cas, une récente enquête lancée ces derniers mois par l'Association des petites villes de France (APVF), fait ressortir que 84 % des près de 200 maires interrogés sur les effets et les conséquences de révision générale des politiques publiques, considèrent que l'État ne joue plus son rôle ?

Ces mêmes élus qui avouent rencontrer de grandes difficultés pour pallier à l'abandon de l'État sur ces territoires ?

Prenez garde, Madame la Ministre, le «*mensonge peut commencer avec une demi-vérité !*». Il ne faudrait pas manipuler intellectuellement les esprits pour ne pas avoir à révéler la vérité aux citoyens !

La FGF-FO ne partage pas l'optimisme béat de Madame la Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat.

Pour la FGF-FO, la bonne image du service public provient essentiellement et avant tout du « sens aigu » du service public des fonctionnaires et agents publics, malgré les conditions de travail dégradées.

Conditions que force ouvrière continue de combattre.